



CONSEIL  
NATIONAL

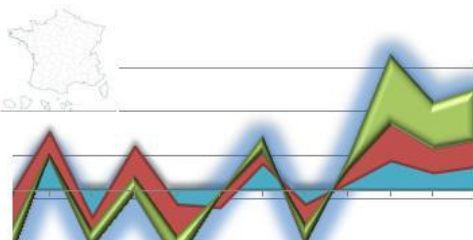
DES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES  
& DES MANDATAIRES JUDICIAIRES

## Indicateurs mensuels de l'Observatoire Economique du CNAJMJ

*Lettre mensuelle n°9*

*Evolution et impact économique et  
social des procédures collectives  
au deuxième trimestre 2014*

**“ Une baisse sensible du nombre de procédures collectives et de  
leur impact économique et social.”**



*Observatoire Economique  
du CNAJMJ*

*Avril 2014*



CONSEIL  
NATIONAL

DES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES  
& DES MANDATAIRES JUDICIAIRES

## Evolution et impact économique et social des procédures collectives au deuxième trimestre 2013

### ⇒ Éléments clés :

- Une baisse sensible du nombre de procédures collectives et de leur impact économique et social.

**L'évolution du nombre de procédures collectives laisse apparaître une baisse sensible au deuxième trimestre 2014.** La baisse du nombre de RJ est de -2,5% par rapport au T2 2013, celle des sauvegardes de -5,3% et celle des LJ de -4,1%.

**Cette évolution traduit l'amélioration de la situation des entreprises de taille intermédiaire,** en particulier celles de plus de 20 salariés. La baisse du nombre global de procédures concernant ces entreprises est de -15,3% sur un an, tandis que les procédures touchant les entreprises de 10 à 20 salariés sont en baisse plus légère (-10,1%), et que les procédures touchant les entreprises de moins de 10 salariés diminuent aussi, mais beaucoup moins fortement (-1,3%).

**Ces évolutions se traduisent dans l'impact économique et social global des procédures collectives, qui diminue sur un an avec le nombre des procédures.** Toutes les procédures voient ainsi le nombre d'emplois concernés se réduire. Au deuxième trimestre 2014, les entreprises en RJ représentaient 22 357 emplois (-11,4% par rapport au T2 2013), contre 37 768 emplois pour les entreprises en LJ (-10,7%) et 3 967 emplois pour les entreprises en sauvegarde (-8,1%).

**Un constat similaire peut-être fait concernant l'impact des procédures sur l'activité.** La baisse globale du nombre de procédures a eu un impact significatif sur le chiffre d'affaires cumulé des entreprises en difficulté. Les entreprises entrant en RJ au deuxième trimestre 2014 représentaient 1,94 Mds d'euros (-7,8%), contre 1,02 Mds d'euros pour les entreprises en LJ (-8,2%) et 990 millions d'euros pour les entreprises en sauvegarde (-6,3%).

Ces évolutions s'accompagnent d'une **légère amélioration de la situation financière des entreprises entrant en RJ et en sauvegarde.** Ainsi, les entreprises en RJ ont vu leur ratio passif évalué/actif évalué moyen passer de 6,9 à 6,3 entre le T2 2013 et le T2 2014. Les entreprises en sauvegarde quant à elles voient le même ratio passer de 4,2 à 4,0. **Ceci pourrait se traduire par des issues positives plus fréquentes (plan de redressement ou de cession) pour ces procédures.**



CONSEIL  
NATIONAL

DES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES  
& DES MANDATAIRES JUDICIAIRES

Annexe

**Procédures enregistrées au T2 2014**

	<b>RJ</b>	<b>Sauvegardes</b>	<b>LJ</b>
<b>Nombre</b>	4 385	352	9 716
<b>Evolution vs. T2 2013</b>	-2,5%	-5,3%	-4,1%

**Emplois concernés par les procédures collectives au T2 2014**

	<b>RJ</b>	<b>Sauvegardes</b>	<b>LJ</b>
<b>Nombre d'emplois</b>	22 357	3 967	37 768
<b>Evolution vs. T2 2013</b>	-11,4%	-8,1%	-10,7%

**Chiffre d'affaires cumulé des entreprises en procédure collective au T2 2014**

	<b>RJ</b>	<b>Sauvegardes</b>	<b>LJ</b>
<b>Montant en millions d'euros</b>	1 940	990	1 020
<b>Evolution vs. T2 2013</b>	-7,8%	-6,3%	-8,2%



CONSEIL  
NATIONAL

DES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES  
& DES MANDATAIRES JUDICIAIRES

**A venir**

**Les prochaines publications mensuelles de l'observatoire économique porteront sur les indicateurs suivants :**

⇒ **Septembre 2014 (données du T2 2014)**

- Données d'actif et de passif globaux
- Données relatives à la situation financière des entreprises entrées en procédure
- Données relatives à la structure des créances

⇒ **Octobre 2014 (données du T2 2014)**

- Données relatives aux issues de procédures, pour les RJ et SV
- Données relatives à l'impact des procédures sur l'activité et l'emploi